



Le parcours d'ETA

L'organisation Euskadi Ta Askatasuna (Le Pays basque et la liberté) fut active de 1959 à 2018 ; son histoire traverse différentes phases, tout en maintenant une unité fondamentale.

C'est en effet initialement une organisation à caractère romantique, puisant dans la religion catholique le levier idéologique pour affirmer la nation basque dans le cadre du régime franquiste issu du coup d'État anti-républicain de 1936.

Puis, dans le contexte des années 1960, ses éléments les plus avancés vont se tourner vers l'idéologie communiste, de manière parfois très différente, faisant d'ETA une organisation à prétention sociale-révolutionnaire sur une ligne antifasciste-populaire.

Avec la mort de Franco en 1975 et l'instauration d'un régime se voulant démocratique, ETA devint une organisation nationaliste de gauche sur une base indépendantiste, avec une vraie assise populaire. Les années 1990 marquèrent un tournant réformiste armé, jusqu'à finalement l'auto-dissolution.

La fondation du mouvement sur une base réactionnaire

ETA naît en 1959 sur la base d'un mouvement intellectuel étudiant de l'université jésuite Deusto de Bilbao, Ekin (soit entreprendre ou persister), relevant de la mouvance catholique-conservatrice du Parti Nationaliste Basque (PNV). ETA naît d'ailleurs le 31 juillet, en référence à la date d'anniversaire du décès de Ignace de Loyola, basque et à l'origine des jésuites.

On est ici dans le seul espace basque possible au sein du régime franquiste depuis l'effondrement du camp républicain – on est à l'extérieur du camp républicain historique. L'objectif est une réforme à l'intérieur du régime, en exigeant la légalité de la langue basque, alors criminalisée.

Or, cela rentre en conflit avec la base même du franquisme, dès lors qu'au moment de la guerre civile le Pays basque a été avec les Républicains. On est ainsi dans une contradiction interne au franquisme et ETA, en 1959, n'appelle d'ailleurs nullement à la lutte armée.

On a un bon exemple de cette approche idéologique avec Federico Krutwig, auteur de « Vasconia », un ouvrage de 640 pages, où le Pays basque est présenté comme un pays à la périphérie de l'Europe victime de forces voulant supprimer son identité, alors que la dimension religieuse est mise de côté.

On est dans un idéalisme nationaliste « identitaire » et d'ailleurs, lorsque cela va conduire par fuite en avant idéologique aux premières actions armées, le Parti Nationaliste Basque (PNV) ne fera pas de critiques, considérant qu'ETA relève toujours de sa propre approche.

La raison historique de la naissance d'ETA

Le nationalisme « identitaire » d'ETA était rendu inévitable historiquement, au-delà de la volonté de jeunes n'ayant pas connu la guerre civile d'aller de l'avant dans l'affirmation d'une nation basque mise au ban par le franquisme.

Le nationalisme basque, dans son parcours, est en effet historiquement racialisé et religieux, suivant les considérations du premier théoricien de l'« Euskadi », Sabino Arana Goiri (1865-1903). Ce fanatique catholique refusait catégoriquement la présence de ce qu'il appelait les « maketos », soit les « métèques ».

Mais déjà à son époque il y avait une importante immigration, pour peupler les usines, et au moment où ETA apparaît, les immigrés espagnols forment une part importante de la population jusqu'au tiers de celle-ci.

ETA apparaît ainsi comme une version expurgée du nationalisme religieux – ethnique du Parti Nationaliste Basque, le Parti Nationaliste Basque (PNV) ; c'est une tentative de « sauver » le nationalisme basque en valorisant la langue pour permettre l'intégration des ouvriers immigrés par l'intermédiaire de celle-ci.

C'est le reflet des intérêts de la bourgeoisie nationale basque, qui gagnerait par là en poids au sein de l'Espagne et bloquerait la lutte des classes.

Cependant, la mobilisation implique l'affirmation d'une nation basque, coûte que coûte, ce qui va amener de nombreux classes et couches à plaquer leurs propres intérêts sur celle-ci. Il n'y a pas une ETA, mais plusieurs, et à travers chaque période les modifications d'orientation sont elles-mêmes massives.

C'est là la nature romantique d'ETA, qui est à la fois révolutionnaire et réactionnaire, ou bien parfois révolutionnaire, parfois réactionnaire, le tout changeant à un rythme élevé et sans aucun recul de la part de protagonistes.

Les premières actions

ETA rassembla initialement un peu plus de deux cents membres, qui écrivirent des graffitis tels « Gora Euskadi » (« Vive le Pays basque »), apportant des drapeaux basques dans les fêtes culturelles, valorisant la langue basque, etc.

Puis, ils allèrent plus loin dans leurs actions : ils sabotèrent l'ascenseur d'un bâtiment de la Garde civile espagnole (l'équivalent de la gendarmerie française) et surtout tentèrent, en juillet 1961, de faire dérailler un train transportant des vétérans de la guerre civile allant célébrer le coup d'État.

Cette opération fut un échec et amena, en plus d'une centaine d'arrestations, des condamnations de cinq à vingt ans de prison pour sept personnes. Cela fit cependant un appel d'air du côté populaire, alors que le PNV restait entièrement cantonné à des positions conservatrices et attentistes.

ETA tint alors son premier congrès, dénommé « assemblée », en 1962 à Bayonne en France, puis les trois suivants en 1963, 1964 et 1965, où fut systématisée une approche « décoloniale » où le nationalisme basque se voyait paré de toutes les vertus face à une Espagne réduite à une abstraction.

Le contexte espagnol et élévation du niveau de conflictualité

ETA est initialement une organisation qui reste marginale, mais profite d'une ambiance toujours plus difficile pour le franquisme, alors que monte la contestation populaire dans tout le pays. Il y a une convergence entre la volonté d'affirmer la nation basque mise de côté, avec sa langue interdite, et la révolte populaire contre le franquisme.

ETA commence alors à accumuler des armes, à mener des attentats à l'explosif, à procéder à des attaques de banques pour se financer. Cette prise d'initiatives n'est pas unique en Espagne ; les années 1960 voient s'affirmer toute une génération d'activistes antifascistes, coupée de l'expérience de la guerre civile mais désireux de lancer une nouvelle phase de lutte.

Et un événement va lancer un engrenage pour ETA. En juin 1968, un groupe de membres d'ETA à bord d'une voiture volée échappa à un contrôle routier en tuant un garde civil, pour se faire capturer le lendemain, avec un d'entre eux se faisant liquider par la police : Txabi Etxebarrieta.

En réponse, ETA décida de mener une action armée planifiée et un officier de police, connu pour ses tortures particulièrement infâmes, fut exécuté.

C'était là un saut qualitatif et la répression étatique fut générale ; dès 1969, l'organisation était pratiquement démantelée.

Le procès de Burgos

Fort de son succès répressif, le régime franquiste organisa en septembre 1970 un procès spectacle pour les événements de 1968, à Burgos, une petite ville du nord de l'Espagne. Cependant, la contestation populaire connaissait parallèlement une formidable effervescence et le « procès de Burgos », mené par un tribunal militaire, obtint un incroyable écho tant en Espagne qu'au niveau international.

Les 15 personnes passant en procès, dont deux prêtres et plusieurs anciens séminaristes, profitèrent ainsi d'une vaste campagne de soutien, avec 100 000 ouvriers en grève au Pays basque où la région de Gipuzkoa fut marquée par un état d'urgence décrété par le régime.

ETA enleva de son côté le consul honoraire d'Allemagne de l'Ouest, alors que les prisonniers tinrent une position politique au procès, le régime finissant par exclure la presse et le public devant l'impact de cette ligne offensive.

Finalement, il y eut six condamnations à mort, commuées par le régime, à l'appel du Vatican, en prison pour plusieurs décennies.

On a ici tous les ingrédients d'ETA à sa fondation : la religion catholique, la question basque... sauf que le procès de Burgos l'intégra dans la contestation généralisée du franquisme. ETA voyait son identité passée au moule de l'Histoire.

ETA divisée voire morcelée

Au moment du procès, ETA était même en fait déjà très profondément divisée. Le succès du procès de Burgos provoqua d'autant plus de très grands remous dans une organisation née sur une base idéaliste-identitaire et se retrouvant comme symbole du face à face populaire avec le franquisme à

l'échelle de l'Espagne toute entière.

Jusqu'au procès de Burgos, l'idéologie basque mise en avant ne dépassait pas la langue et l'affirmation nationaliste. L'une des grandes figures du mouvement était José Luis Álvarez Enparanza, qui posa durant cette période les bases d'un Basque écrit commun, lui-même étant l'auteur du premier roman en cette langue, *Leturiaren Egunkari Ezkutua*.

La confrontation au franquisme amena toutefois une nouvelle génération, se focalisant sur la dimension politique de l'affrontement avec le régime, alors qu'en plus au niveau international l'intensité révolutionnaire était prégnante.

Deux oppositions, portées par la jeunesse, naquirent ainsi, cherchant à transformer intégralement l'organisation, voire à la liquider pour se fondre dans la vague révolutionnaire en Espagne.

Le courant du tournant ouvrier

Lorsque ETA tient son cinquième congrès, appelé « assemblée », en décembre 1966, c'est dans une maison paroissiale de Gaztelu qu'il se déroule. Cela reflète la ligne originelle de l'organisation, pour qui la religion catholique est un fondement essentiel de la nation basque, aux côtés de la langue.

Et cela rentrait en conflit ouvert avec la grande agitation ouvrière en Espagne alors, avec notamment la formation de Commissions ouvrières dans le pays à l'initiative du Parti Communiste d'Espagne devenu révisionniste et des syndicalistes catholiques. Il fallait pour ETA faire des choix et lors de la cinquième « assemblée », la tendance dite « ouvriériste » fut exclue comme de « l'espagnolisme ».

Avec à sa tête Francisco Javier Iturrioz Herrero dit Patxi Iturrioz, la tendance exclue forma alors ETA Berri, soit la « nouvelle ETA », qui devint en août 1968 *Komunistak* (Les communistes).

Cette nouvelle structure s'unifia avec d'autres groupes dans le pays pour former, en 1972, le *Movimiento Comunista de España*, qui se revendiquait initialement du marxisme-léninisme et de Mao Zedong, pour prendre ensuite un tournant plus syncrétiste avec les autres groupes d'extrême-gauche. Son pic fut atteint en 1980 avec 5000 membres.

Le courant « mouvement de libération nationale »

La seconde opposition affirme qu'ETA devait prendre la forme d'un Mouvement de Libération Nationale comme il en est alors apparu en Afrique, en Amérique latine et en Asie ; elle est influencée par le trotskysme, dans sa variante proposée par Michel Pablo, une sorte de trotskysme-guévarisme.

Elle triompha lorsque ETA tint sa VIe « assemblée » en août 1970 à Itxassou, dans le pays basque français, ce qui provoqua une bataille idéologique entre majoritaires et minoritaires, qui se séparèrent.

Les premiers formaient le canal habituel, comme ETA-VIe assemblée ; les seconds réfutaient une assemblée liquidant le parcours historique de l'organisation et formaient par conséquent ETA-Ve assemblée.

Les majoritaires rejoignirent rapidement les trotskystes de la Liga Comunista Revolucionaria, qui devint alors la LCR-ETA-VI, qui reprit le nom de LCR en 1976 lors de la « transition démocratique », les minorités des majoritaires rejoignant différentes organisations d'extrême-gauche.

Les Commandos autonomes anticapitalistes

Parmi les minorités d'ETA VI, on trouve des éléments rejoignant l'ultra-gauche mettant en place, en 1976, des Commandos autonomes anticapitalistes (Komando Autonomo Antikapitalistak, Comandos Autonomos Anticapitalistas).

Ces Commandos considéraient les stratégies développées par les courants d'ETA comme du réformisme et cherchaient à déborder militairement par toute une série d'actions armées, notamment toute une série d'exécutions, à peu près une trentaine, et environ 70 attentats.

La mouvance était divisée en de multiples groupes, tels les *Comando Autónomo Independentista y Anticapitalista*, *Comando Autónomo Iparragirre*, *Comandos Autónomos 27 de septiembre*, *Comandos Autónomos Bereterretxe*, *Comando Autónomo Zapa-Roberto*, *Comité de Apoyo a ETA « Andoni Campillo »*, *Grupo Autónomo Txikia*, *Talde Autónomo Independentista Anticapitalista y Autogestionario*, *Organización Militar Autónoma*, *Comandos Autónomos 27 de septiembre*, *Comandos Autónomos Libertarios*, *Comandos Autónomos Mendeku*, *Comandos Autónomos San Sebastián*, etc.

Elle fut vigoureusement dénoncée par ETA comme une mouvance inorganisée et sans sécurité, mettant des bâtons dans les roues de la stratégie révolutionnaire d'ETA. Elle disparut en 1984, écrasée par la répression, une dizaine de ses membres s'étant fait tuer lors de ce parcours.

Le maintien de la base nationaliste traditionnelle

Il est tout à fait significatif que, de 1966 à 1970, ETA liquide les courants qu'on peut qualifier de maoïste et de trotskyste, alors qu'une variante d'ultra-gauche apparaîtra quelques années plus tard pour prétendument trouver une « nouvelle voie ».

En fait, ETA a décidé de rester coupé des démarches historiques se revendiquant du marxisme, pour en rester au nationalisme basque à prétention « socialiste ».

Le nationalisme reste le maître-mot d'un mouvement qui, intoxiqué par le fait de se retrouver aux premières loges avec le procès de Burgos, décide d'attaquer à lui tout seul l'État espagnol, dans ce qu'il pense être une guerre d'usure.

Et de toutes manières, tant les tendances maoïste que trotskyste se débarrassèrent rapidement du nom d'ETA et de son orientation initiale. Ainsi, les minoritaires de 1970, regroupés comme ETA-Ve assemblée, devinrent de fait majoritaires de nouveau au sens où eux seuls maintenaient le drapeau initial du nationalisme intransigeant.

Ils tinrent alors un nouveau sixième congrès, en 1973 et ce maintien d'ETA sur un mode nationaliste marque, en fin de compte, la véritable naissance d'ETA, car toute une génération s'engouffre à ce moment-là dans l'organisation, notamment de larges sections de la jeunesse du Parti Nationaliste Basque, le PNV.

C'est d'ailleurs en décembre 1973 qu'a lieu l'action la plus retentissante d'ETA : l'exécution de l'amiral Luis Carrero Blanco, le successeur de Franco, au moyen d'un tunnel rempli d'explosifs propulsant sa voiture à soixante mètres de hauteur.

C'était la seconde exécution seulement organisée par ETA, après celle de 1968. Mais désormais, on avait la prétention d'ETA à faire entièrement basculer les choses, selon son propre point de vue, sur la seule base du nationalisme basque.

La question basque comme aspect principal

On notera que les tendances se revendiquant de Mao Zedong et de Trotsky sorties d'ETA ne considèrent pas l'action contre Carrero Blanco comme justes, et ce au nom du refus des luttes « isolées des masses ». C'est important, car une telle critique typiquement petite-bourgeoise renforçait d'autant plus ETA dans sa propre conception des choses.

Pour ETA, la question basque est le détonateur de la lutte anti-franquiste, c'est l'aspect principal. ETA n'envisage pas un front général des luttes, mais une interaction, une sorte d'alliance. Le communiqué de l'action contre Carrero Blanco l'indique bien. On y lit notamment :

« Tout au long des luttes, en Euskadi-Sud et dans les autres territoires de l'État espagnol, la répression a clairement démontré son caractère fasciste en arrêtant, en emprisonnant, en torturant et en assassinant tous ceux qui combattent pour la liberté de leur peuple.

En un très court laps de temps, les forces fascistes criminelles au service de la grande bourgeoisie espagnole ont assassiné neuf de nos camarades (Txabi, Txapela, Xanki, Mikelon, Iharra, Txikia,

Jon, Beltza et Josu), ainsi que d'autres militants et patriotes basques, pour le simple fait d'avoir défendu leurs droits les plus élémentaires.

L'opération réalisée par ETA, et qui visait l'appareil de pouvoir de l'oligarchie espagnole en la personne de Luis Carrero Blanco, doit être interprétée comme la juste riposte révolutionnaire de la classe ouvrière et de tout le peuple basque à l'assassinat de nos neuf camarades de ETA et de tous ceux qui ont œuvré et œuvrent encore à la libération définitive de l'humanité de toute espèce d'exploitation et d'oppression.

Luis Carrero Blanco - un des hommes « durs » du régime, auteur d'une violente politique répressive - était la clé de voûte du système franquiste, le garant de sa continuité et de sa stabilité; il est certain qu'avec sa disparition, les tensions qui opposaient entre elles les différentes tendances associées au régime fasciste du général Franco (Opus Dei, Phalange, etc.) vont s'accroître de manière dangereuse pour le pouvoir.

C'est pourquoi nous considérons que l'action menée à bien contre le président du Gouvernement espagnol constitue sans aucun doute un grand pas en avant dans la lutte contre l'oppression nationale et pour le socialisme en Euskadi, ainsi que pour la liberté de tous les exploités et opprimés dans l'État espagnol.

Les travailleurs et le peuple entier en Euskadi, en Espagne, en Catalogne et en Galice, ainsi que tous les démocrates, révolutionnaires et antifascistes dans le monde, sont

aujourd'hui débarrassés d'un ennemi de taille. La lutte continue. »

ETA ne se place ainsi pas dans la perspective antifasciste générale du *Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote* généré par les maoïstes du PCE(ml) au même moment. L'organisation converge avec l'antifascisme, tout comme avec la revendication du socialisme, sa base le fait de manière sincère, mais cela n'a pas une base programmatique, celle-ci restant confinée à la question basque.

Les actions jusqu'à la mort de Franco

Entre les deux actions armées de 1968 et 1973 visant à supprimer deux figures du régime, ETA est une organisation de portée restreinte sur le plan des actions armées. En 1969, les arrestations sont d'ailleurs très nombreuses, avec notamment celles de Jone Dorronso, Enrique Guesalaga, Mario Onaindía, Josu Abrisketa, Víctor Arana, Eduardo Uriarte, Xabier Izko de la Iglesia.

En juin 1972, le monument franquiste dédié au général José Sanjurjo est attaqué à l'explosif à Pampelune. En avril 1973, Eustaquio Mendizabal « Txikia » est tué dans un affrontement avec la police.

En 1974, il y a 6 actions armées mortelles contre des agents de la Garde civile ; en septembre de la même année, un attentat aveugle contre la cafétéria Rolando de Madrid, faisant 13 morts, est attribué à ETA. En 1975, il y a 14 actions armées mortelles, contre des agents de la Garde civile et des policiers.

Mais, surtout, ETA avait mit en place différents fronts, divisés en politique, économique, militaire et culture. C'est cela qui lui permet de se structurer pendant toute la période, avec toutefois un choix à faire sur les priorités. Cela va provoquer une lutte de deux lignes, portant justement sur la nature de « l'interaction » de la question basque avec l'actualité espagnole.

La scission à la veille de la mort de Franco

Cette situation complexe d'ETA ayant une aura populaire, mais sans réelle capacité d'intervention armée, tout en organisant des secteurs de masses contre le franquisme, tout en se voulant fondamentalement nationaliste basque dans la démarche, aboutit à une situation complexe qui va tourmenter ETA pendant toutes les années 1970.

Le décalage entre l'impact populaire antifasciste et la faible capacité d'intervention est également présente alors pour le FRAP, le mouvement mis en place par les maoïstes du PCE(ml). L'écho est énorme, mais l'organisation des masses totalement en décalage, sans parler de la capacité d'intervention militaire.

Les dernières mises à mort par le franquisme, qui ont lieu le 27 septembre 1975, concernent d'ailleurs les activistes d'ETA Juan Paredes « Txiki » et Ángel Otaegui, ainsi que ceux du FRAP José Luis Sánchez Bravo, Ramón García Sanz et Humberto Baena.

Mais ces deux activistes d'ETA sont déjà ceux d'ETA dite « político-militar » et non plus d'une ETA unifiée. La question de la priorité a en effet précipité la rupture.

Il y a déjà les derniers « ouvriéristes » qui quittèrent alors l'organisation, pour fonder Langile Abertzale Iraultzaileen Alderdia (Parti des Travailleurs Patriotes Révolutionnaires). Mais il y a

surtout la scission entre une ETA politiko-militarra et une ETA militarra.

La première prône une démarche où les actions armées intègrent un mouvement le plus large possible contre le régime, avec des objectifs bien délimités. La seconde considère qu'il faut pousser l'affrontement pour qu'il y ait un basculement généralisé au Pays basque.

La première reconnaît comme principal l'actualité générale en Espagne, pas la seconde. La première a comme mot d'ordre « Iraultza ala hil » (La révolution ou mort), la seconde « Askatasuna ala hil » (La liberté ou mort).

Les années 1975 - 1976 - 1977

Si ETA est connue pour être née avant la mort de Franco en novembre 1975, en fait l'immense partie de ses actions relève d'après cette date. Le cadre est celui de la transformation du régime, alors que la réforme institutionnelle date de décembre 1976, l'amnistie générale d'octobre 1977, le référendum sur la nouvelle constitution de décembre 1978.

De par son choix de suivre le cours des événements, ETA politiko-militarra est initialement bien plus importante politiquement et militairement qu'ETA militarra, bien que 150 arrestations en 1975 l'amènèrent à être militairement considérablement affaibli, alors que l'organisation généralisait également les enlèvements afin de se financer par l'impôt révolutionnaire, par l'intermédiaire des Comandos Bereziak (commandos spéciaux).

Sous l'impulsion de son dirigeant Eduardo Moreno Bergaretxe « Petur » (enlevé par un commando d'extrême-droite et jamais retrouvé), ETA politiko-militarra généra ainsi en 1977 une structure légale et électorale en 1977, le Euskal Iraultzarako Alderdia (Parti pour la révolution basque).

Pour ce faire, Euskal Iraultzarako Alderdia abandonna les références à l'indépendance et au socialisme ; ses résultats aux élections de 1977 furent tout à fait marginaux.

Les deux organisations se définissant comme ETA menèrent 1 action mortelle en 1975, 17 en 1976, 11 en 1977. Furent visés des inspecteurs de police, des agents de la Garde civile, des industriels, etc.

Il faut ajouter à cela de nombreuses attaques à l'explosif : il y en eut notamment 300 jusqu'en 1984 contre la construction de la centrale nucléaire de Lemóniz, son constructeur Iberduero étant également visé, deux ingénieurs étant notamment tués.

200 000 personnes manifestèrent à Bilbao contre la centrale, le 14 juillet 1977. Le bâtiment de mille tonnes d'acier et de 200 000 mètres cubes de béton armé fut par la suite terminé, mais la centrale jamais mise en marche.

L'échec d'ETA politiko-militarra

Le choix d'ETA politiko-militarra ne fut cependant pas accepté par une base nationaliste basque hostile à l'intégration dans un processus révolutionnaire général. Euskal Iraultzarako Alderdia fut ainsi un échec et cela d'autant plus que l'ensemble de la scène nationaliste basque forma une autre structure en contre-poids : la coalition Herri Batasuna (Unité populaire).

Établie en 1978, Herri Batasuna avait été générée par plusieurs organisations : Acción Nacionalista Vasca, Euskal Sozialista Biltzarrea (« Assemblée socialiste basque »), le Langile Abertzaleen

Iraultzarako Alderdia (« Parti révolutionnaire des travailleurs patriotes ») et Herri Alderdi Sozialista Iraultzailea (HASI - « Parti socialiste révolutionnaire populaire », considéré historiquement comme le plus proche d'ETA militarra).

Il faut bien saisir ici qu'ETA militarra a comme pendant politique non pas un parti politique, mais une coalition, qui a pris de multiples formes, formant différentes alliances, etc., même si son noyau dur resta toujours le même, étant appelé la « gauche abertzale », du terme basque pour signifier « patriotique ».

Ce front nationaliste basque isola totalement l'initiative d'ETA politiko-militarra, Euskal Iraultzarako Alderdia devenant totalement marginal, alors que Herri Batasuna devint la troisième force électorale au Pays basque dès 1979. Et pratiquement l'ensemble de l'appareil militaire de l'ETA politiko-militarra rejoignit ETA militarra.

La polarisation sous l'égide d'ETA militarra

L'hégémonie d'ETA militarra impliquait un tournant : celui de la polarisation au pays basque, d'une part, celui d'une rupture avec le parcours espagnol en général d'autre part.

Il y eut ainsi en octobre 1978 une grande manifestation « pour un Euskadi libre et paisible », à l'appel du Parti Nationaliste Basque (PNV), avec le soutien des socialistes, des communistes, du syndicat UGT, des Commissions ouvrières, ainsi que de l'ORT, une organisation d'extrême-gauche proche du maoïsme.

Herri Batasuna organisa de son côté une marche parallèle, en l'honneur des combattants basques, affrontant une importante répression policière.

C'était une fracture entre les organisations liées au mouvement ouvrier et la scène indépendantiste basque ayant ETA militarra comme point de référence.

ETA politiko-militarra avait, de fait, échoué à former une ETA rejoignant le mouvement ouvrier historique et générant un combat politique révolutionnaire. Grâce à sa dynamique initiale, elle fut en mesure de mener de multiples actions d'enlèvements pour des rançons, de séquestrations de patrons, d'attaques à l'explosif de bâtiments tels des sites touristiques ou des casernes de la Garde civile, etc.

Mais tout cela prit fin en 1982, une minorité de l'organisation acceptant de rejoindre les institutions, alors qu'une trêve avait été déclarée à la suite de la tentative de coup d'État militaire de février 1981.

Cela provoqua un effondrement général d'ETA politiko-militarra, qui se maintint avec de multiples actions jusqu'à l'écrasement par la répression en 1986, alors qu'une bonne partie des derniers commandos avait rejoint ETA militarra en 1984.

ETA militarra au coeur d'une scène nationaliste basque « socialiste »

La séquence des années 1975 - 1976 - 1977 avait provoqué une situation où ETA militarra se posait comme la seule structure nationaliste basque armée capable d'avoir un écho dans l'ensemble de la scène nationaliste, qui était très satisfaite de son côté d'avoir un levier renforçant sa démarche jusqu'au boutiste et isolationniste.

La Koordinadora Abertzale Sozialista (KAS - Coordination Patriotique Socialiste), fondée en 1974, symbolise ce choix autour d'un programme nationaliste basque unilatéral et pourtant présenté comme minimum : l'État espagnol devait retirer toutes ses forces armées, le Pays basque devant acquérir une autonomie complète, tous les mouvements indépendantistes devaient être légalisés, une amnistie complète être mise en place.

Cette coordination, regroupant l'ensemble de la scène nationaliste basque non liée au Parti Nationaliste Basque (PNV), était clairement en convergence avec ETA militarra.

Il en allait de même pour le mouvement de jeunesse de la KAS, Jarrai (Continuer), fondé en mai 1979.

Et dans ce dispositif il faut également mentionner le syndicat Langile Abertzaleen Batzordeak (Commissions ouvrières patriotes), fondé en 1974.

L'intense lutte armée des années 1978 - 1979 - 1980

ETA militarra apparaît donc comme le symbole du refus des institutions pour une scène nationaliste basque à prétention socialiste pour qui l'appel au socialisme est en fait le moyen de mobiliser les masses plus qu'autre chose.

ETA militarra est le levier apportant une crédibilité à la rupture, à l'exemple du référendum sur l'autonomie du Pays basque d'octobre 1979. ETA militarra et Herri Batasuna appelèrent tous deux à l'abstention ; la participation fut de 58,85 %, le oui l'emportant à 90,27 %.

Et ce refus des institutions passait par une généralisation de la lutte armée, ETA militarra généralisant sa supériorité opérative sur ETA politiko-militarra, même si celle-ci mena de nombreuses actions, ciblant notamment les dirigeants de l'Union du centre démocratique au Pays basque.

Les deux organisations menèrent 64 actions mortelles en 1978, 84 en 1979 (pour 136 actions au total), 93 en 1980.

Des actions commencèrent contre les intérêts touristiques espagnols, avec 225 attaques jusqu'en 2009. Des bâtiments liés aux intérêts français, tels un concessionnaire automobile Peugeot-Talbot ou des bureaux des assurances générales française, furent également ciblés, avec 320 attaques de ce type jusqu'en 1992.

La première partie des années 1980

La situation au début des années 1980 consiste en la continuité des actions des deux organisations, mais principalement donc d'ETA militarra, avec l'objectif d'ébranler le régime de telle manière à ce que la rupture unilatérale soit assumée.

Les deux organisations menèrent 32 actions mortelles en 1981, 41 en 1982, 44 en 1983, 32 en 1984, 38 en 1985.

Cependant, de son côté, le régime avait systématisé sa réponse. Il généralisa les exécutions sommaires et la torture, ainsi que l'organisation des commandos clandestins chargés d'éliminer les

activistes tant en Espagne qu'en France.

Ceux ci avaient déjà été actifs, mais de manière artisanale, sur la base d'activistes d'extrême-droite ; ce furent l'organisation Triple A, les Guérilleros du Christ roi, le Bataillon basque espagnol, les Commandos antimarxistes, les Groupes armés espagnols, ainsi qu'Antiterrorisme ETA.

L'un des principaux idéologues et organisateurs d'ETA militarra, José Miguel Beñarán Ordeñana dit Argala, fut ainsi tué dans un attentat à Anglet en France en 1978.

Désormais, ces actions clandestines et para-étatiques étaient mis en place au plus haut niveau de l'État espagnol, sur initiative du gouvernement dirigé par le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, comme « Groupes antiterroristes de libération » (GAL).

Les GAL commirent clandestinement plus d'une trentaine d'assassinats et plus d'une centaine d'attentats, principalement en France, sans que cela ne provoque de réactions malgré l'ampleur de ces opérations.

C'est que, au début des années 1980, ETA militarra et la scène nationaliste basque qui lui est liée sont fermés sur eux-mêmes, assumant un isolationnisme systématique.

La seconde partie des années 1980

L'isolationnisme va provoquer, dans la seconde partie des années 1980, une fuite en avant auto-destructrice.

Liée à une scène la voyant comme un levier, prisonnière de son isolationnisme, ETA militarra n'avait aucunement les moyens d'affronter idéologiquement la situation ; elle considérait que c'était elle face à l'État espagnol et que tous les coups étaient permis.

On a un exemple de cette ligne avec l'attentat à Barcelone contre le parking du centre commercial Hipercor, faisant 21 morts et 45 blessés en raison de la non-évacuation des lieux par la police.

Un autre exemple tient au choix de liquider Dolores González Catarain dite Yoyes (1954-1986).

Historiquement, celle-ci fut la première femme à appartenir à la direction militaire d'ETA militarra, en 1978, avant de finalement rompre en 1980, pour aller en Amérique latine mais finalement revenir en 1985.

La presse la mit en avant comme l'échec d'ETA militarra et elle fut tuée en représailles lors d'un festival au Pays basque, en présence de son jeune enfant de trois ans et demi. Cette action provoqua une vague d'émotions au Pays basque et fut considérée a posteriori comme une cassure historique.

ETA militarra s'effaçait d'ailleurs dans ses capacités d'action : il y eut 41 actions mortelles en 1986, 41 en 1987, 20 en 1988, 18 en 1989.

Le changement du centre de gravité et la trêve

Si dans la première partie des années 1980, les actions des deux organisations se définissant comme ETA formaient en quelque sorte le centre de gravité de la scène nationaliste basque à prétention socialiste, la situation se renversa dans la seconde partie des années 1980.

ETA militarra n'était clairement plus qu'un levier militaire pour une scène se comportant de manière autonome dans ses initiatives à travers la coalition Herri Batasuna.

Celle-ci obtenait environ le septième des voix au Pays basque et, aux élections européennes de juin 1987, elle obtient même 363 000 voix et un député, grâce à plus de cent mille voix de toute l'Espagne.

Herri Batasuna restait cependant toujours dans l'ombre du Parti Nationaliste Basque (PNV), dont les scores sont en moyenne à 36 % et qui dirigea pratiquement toujours le gouvernement régional basque.

Afin d'isoler Herri Batasuna, le Parti Nationaliste Basque (PNV) signa par ailleurs en janvier 1988 le « Pacto de Ajuria Enea » consistant en un « accord pour la normalisation et la pacification de l'Euskadi », avec l'ensemble des forces politiques électorales du Pays basque.

Dans un tel contexte, ETA militarra annonça en janvier 1989 une trêve et entama des négociations avec le gouvernement espagnol, en Algérie.

La fuite en avant

La mort d'un garde civil causé par ETA en avril 1989 amena l'échec des négociations, alors qu'un commando d'extrême-droite assassina par la suite, en novembre, Josu Muguruza, un député de Herri Batasuna, provoquant une immense manifestation en son honneur.

Le gouvernement organisa alors la dispersion des prisonniers d'ETA militarra dans toutes les prisons d'Espagne. ETA militarra répliqua sur le terrain militaire en visant toujours plus la Garde civile et la police.

Un exemple de cette démarche relevant de la fuite en avant fut l'attentat dans la ville catalane de Sabadell, coûtant la vie à six policiers devant être présent au stade de football pendant un match, et blessant six civils.

Il y eut également l'attentat de Saragosse, en décembre 1987, visant des habitations de la Garde civile, tuant 11 personnes dont 5 enfants, blessant 88 personnes, et celui du même type à Vic, tuant 10 personnes dont 5 enfants, blessant 44 personnes.

Il y eut 25 actions mortelles en 1990, 46 en 1991, 26 en 1992, 14 en 1993, 13 en 1994, 15 en 1995.

ETA militarra comme bras armé et la Kale borroka

La fuite en avant d'ETA militarra est parallèle à sa transformation en bras armé de la scène nationaliste basque. Certaines actions s'insèrent dans une démarche de réformisme armé en soutien aux luttes de masses.

L'opposition au trajet de l'autoroute de Leizaran est ainsi soutenue par ETA militarra au moyen de 18 attentats, trois exécutions et pratiquement 200 actions de sabotage, pour une victoire dans la modification du parcours initial.

Et, pour renforcer cette dimension, une nouvelle démarche est mise en place, la « Kale borroka » (lutte de rue). Les jeunes nationalistes basques sont appelés à mener une guérilla diffuse :

affrontements avec la police basque, incendies et sabotages, dégradations au moyen de peinture, etc.

Il y a 86 actions de ce type en 1992, 1 262 en 1996.

Répression et succès de l'aile politique

La Kalle Borroka fut également une démonstration de faiblesse ; du côté d'ETA militarra, le nombre d'actions ne cessait de chuter, alors que plus de 300 activistes étaient en prison, un nombre appelé à largement grandir dans les années suivantes. Il y eut 5 actions mortelles en 1996, 13 en 1997, 6 en 1998.

Surtout, ETA militarra perd toujours plus pied avec la réalité. L'enlèvement d'un simple conseiller municipal du Parti populaire (de la droite post-franquiste) de 29 ans, Miguel Ángel Blanco, et son exécution ratée – on le retrouva avec deux balles dans la tête, agonisant jusqu'au lendemain – provoqua un rassemblement de protestations de six millions de personnes.

L'État put alors commencer à réprimer la scène nationaliste basque s'appuyant sur ETA militarra. 23 dirigeants de Herri Batasuna furent condamnés en décembre 1997 à 7 années de prison pour avoir eu l'intention de diffuser un spot d'ETA sur une « alternative démocratique ».

Le quotidien Egin fut interdit en 1998 pour soutien à ETA militarra, une accusation tombant à l'eau mais coulant le journal, remplacé par Gara.

Et en septembre 1998, ETA militarra est amené à déclarer une trêve « indéfinie et sans conditions ». Dans la foulée, la coalition électorale prenant le relais de Herri Batasuna, Euskal Herritarrok (Citoyens basques), obtient 17,91 % aux élections du parlement basque d'octobre 1998, soit le meilleur résultat électoral obtenu par le courant nationaliste basque convergeant avec ETA militarra.

La quête d'une porte de sortie

Le succès électoral de Euskal Herritarrok et l'amenuisement de la capacité d'intervention d'ETA militarra amena une césure. ETA militarra ne provoqua aucun décès en 1999 et il était évident que, désormais, il s'agissait de trouver une porte de sortie.

ETA militarra tenta alors de forcer les choses. En 2000, elle multiplia les actions, exécutant un lieutenant-colonel de l'armée de terre, le secrétaire général du Parti socialiste du Pays basque, un journaliste du quotidien El Mundo, des conseillers municipaux du Parti populaire, un chef de service d'un centre pénitentiaire, etc.

Le journaliste du quotidien El Mundo, José Luis López de Lacalle, avait fait cinq ans de prison durant le franquisme pour sa constitution, dans le cadre des activités du Parti Communiste d'Espagne, des Commissions Ouvrières au Pays basque.

Le processus se prolongea en 2001 ; il y eut 23 actions mortelles en 2000, 15 en 2001. La coalition Euskal Herritarrok tomba à 10,12 % aux élections au parlement basque de mai 2001.

L'écrasement

L'État espagnol fit en sorte de rendre illégal Euskal Herritarrok, mais il n'attendit pas que son

successeur, Batasuna (Unité), puisse prendre le relais. Fondé en 2001, Batasuna fut interdite en 2003, 22 membres de sa direction étant arrêtés en 2007 pour s'être réunis.

Les Gestoras Pro Amnistía (Commissions pour l'amnistie), s'occupant des prisonniers basques, furent interdits en 2001 et en 2008 23 de ses animateurs furent condamnés à entre 8 et 10 ans de prison. L'organisation qui prit le relais, Askatasuna (Liberté), fut interdite en 2011.

ETA militarra, de son côté, fut incapable de compenser par des actions cet écrasement de l'aile politique de la « gauche abertzale ». Elle mena 5 actions mortelles en 2002, 3 en 2003, aucune en 2004 et 2005, puis 2 en 2006, 2 en 2007, 4 en 2008, 3 en 2009, 1 en 2010.

Elle était elle-même touchée par la répression. Au total, il y a eu 740 prisonniers politiques basques, dont 170 en France.

En septembre 2010, ETA militarra annonce la cessation de ses actions armées, puis en janvier 2011 une « trêve permanente, générale et vérifiable ». Le nouveau parti de la gauche abertzale, Sortu, présente en février ses statuts où la violence politique est réprouvée.

En octobre, ETA militarra annonce un cessez-le-feu définitif. En 2017 sont remis, par l'intermédiaire de prétendus « artisans de la paix », le contenu de 8 caches d'armes en France (3,5 tonnes d'armes, d'explosifs et de munition), en 2018 a lieu l'auto-dissolution.